

Claudia-Florentina Dobre
Bucarest

Les vingt ans du postcommunisme roumain : L'espace public¹ et les mémoires du communisme²

Les événements de décembre 1989³ ont mis fin au « centralisme mémoriel »⁴ promu par le régime communiste. Ils ont ouvert la voie pour une « gouvernance mémorielle »⁵. Ce processus a été long, parfois fortuit, et a connu (il connaît toujours) des difficultés majeures dans sa mise en oeuvre.

¹ Dans le sillage de Habermas, je définis l'espace public comme le lieu où prend forme et contenu l'opinion publique. Il y a plusieurs espaces publics qui peuvent converger ou diverger en fonction de l'importance des sujets qui animent la société à un moment donné. Jürgen Habermas, *L'espace public. L'archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Payot, Paris, 1992, p. 15-38.

² Cette étude a été financée par le contrat POSDRU/89/1.5/S/62259, projet stratégique, „Sciences socio-humaines et politiques appliquées, programme de travail postdoctoral et bourses postdoctorales de recherche dans le domaine des sciences humaines et politiques” co-financé par le Fonds Social Européen, par le biais du Programme opérationnel sectoriel „le développement des ressources humaines 2007-2013”.

³ Le 17 décembre 1989, la révolte s'empare de Timisoara. Le 21 décembre un meeting convoqué par Ceausescu et ses conseillers à Bucarest se transforme en révolution au bout de quelques heures. Des milliers de gens construisent des barricades dans les rues de Bucarest et demandent le départ du pouvoir de Ceausescu. Le 22 décembre, le couple Ceausescu a été conseillé de s'enfuir. Les manifestants s'emparent du siège du Parti communiste et réclament la chute du régime. Le soir du 22 décembre, Ceausescu a été arrêté. Le 25 décembre, les époux Ceausescu sont jugés par un tribunal *ad hoc*. Ils sont condamnés à mort pour génocide contre le peuple roumain. Ils ont été fusillés le même jour.

⁴ Dans le sillage de Johann Michel, je définis le « centralisme mémoriel » « au sens où l'État est le principal ordonnateur des politiques publiques de la mémoire. » Johann Michel, « Du centralisme à la gouvernance des mémoires publiques », sur www.sens-public.org, p. 10

⁵ La « gouvernance mémorielle », c'est la fabrication des politiques mémorielles comme une entreprise négociée entre l'État et des acteurs infra-étatiques (collectivités locales) et supra-étatiques (institutions internationales), des acteurs privés (entrepreneurs de mémoire).

Dans cette étude, je vais investiguer les régimes mémoriels⁶ post-décembristes. Je me penche sur les motivations de positions prises par rapport à la mémoire du communisme par les acteurs de l'espace public dans les vingt années du postcommunisme. Je vais analyser le rôle de cette mémoire dans la polarisation et la légitimation des élites dans l'espace public. Je m'intéresse également aux contenus et aux formes de la mémoire collective du communisme roumain.

1. L'amnésie néo-communiste des années 1990

Après le départ de Ceausescu, les néo-communistes⁷ s'emparent vite du pouvoir. Ils déclarent le régime renversé condamné par l'Histoire. En même temps, ils font appel à l'unité et à la fraternité. L'anticommunisme est déclaré dangereux, pouvant jeter le pays dans un état conflictuel qui empêcherait sa réhabilitation interne et internationale. L'oubli intentionnel du régime communiste devient la position officielle des néo-communistes.

L'amnésie à l'égard du communisme comporte plusieurs explications. Stéphane Courtois, dans son livre *Du passé faisons table rase*, avance l'hypothèse que dans les pays de « restauration » ou de « reconversion »⁸, le pouvoir qui n'a pas été « décommunisé » semble vouloir faire « du passé—communiste—table rase »⁹. La Roumanie post-décembriste est un cas typique de

« La gouvernance mémorielle implique que l'État ne décide pas seul de l'orientation des politiques mémorielles et ne peut prendre des initiatives commémoratives sans concertation avec des acteurs non étatiques. » Johann Michel, « Du centralisme à la gouvernance des mémoires publiques », sur www.sens-public.org.

⁶ Dans le sillage de Johann Michel, je définis le « régime mémoriel » comme étant un « „cadre cognitif”, c'est-à-dire une matrice de perceptions et de représentations des souvenirs qui définit, à une époque donnée, les structures de la mémoire publique officielle. » La « mémoire publique officielle » est « le type de représentations et de normes mémorielles produit par les acteurs publics. Avant de pouvoir agir sur un régime mémoriel pour le transformer, les acteurs sont d'abord agis par la configuration de la mémoire publique officielle. Les acteurs publics sont à la fois les producteurs et le produit des régimes mémoriels. » Johann Michel, *Gouverner les mémoires. Les politiques mémorielles en France*, Paris, PUF, 2010, p. 12-17.

⁷ J'appelle néo-communistes les anciennes cadres communistes reconverties au capitalisme qui gardent une mentalité totalitaire.

⁸ Stéphane Courtois considère que l'effondrement du « système communiste mondial » en Europe de l'Est s'est fait selon quatre cas : « la révolution, la conversion, la reconversion et la restauration ». Stéphane Courtois, *Du passé faisons table rase! Histoire et mémoire du communisme en Europe*, Paris, Robert Laffont, 2002 (cité dorénavant comme, Courtois, ed., *Du passé faisons table rase!*), p. 47.

⁹ Courtois, ed., *Du passé faisons table rase!*, p. 49.

« reconversion »¹⁰ capitaliste des élites communistes des échelons inférieurs (les néo-communistes).

À son tour, Alain Besançon considère que l'amnésie qui caractérise la mémoire du communisme par rapport à l'hypermnésie de la Shoah est due à plusieurs causes. Premièrement, les rescapés des crimes nazis n'ont pas été moralement contaminés par une quiconque collaboration avec le régime. Deuxièmement, à la différence de la culture juive, il n'existe pas dans la culture chrétienne l'obligation morale de se souvenir. Troisièmement, la gauche s'identifie avec la justice sociale et, faut-il le souligner, les communistes se sont revendiqués, du moins en France et en République tchèque, du mouvement ouvrier. La quatrième explication suppose que la lutte contre le nazisme a légitimé d'une certaine manière le régime communiste soviétique qui, en tant qu'allié, ne pouvait pas être blâmé. La cinquième raison tient à la faiblesse des groupes capables de conserver la mémoire du communisme. Le régime a perduré de 44 à 74 ans et durant cette période les élites ont été anéanties et remplacées, la société atomisée, les victimes obligées à s'adapter pour survivre. En outre, la durée a eu un effet auto-amnistiant¹¹.

1. 1. Le « négationnisme » néo-communiste

Les néo-communistes ont promu l'oubli du communisme. Qui plus est, ils ont essayé de faire oublier les crimes commis par les autorités de l'ancien régime. À ce but, ils ont employé plusieurs stratégies « négationnistes ». La première stratégie visait la diminution du nombre des victimes. Dans les années 1990, Petre Roman¹², ancien premier ministre néo-communiste, affirmait qu'en Roumanie il y avait eu seulement 10 000 détenus politiques¹³. La violence politique était ainsi transformée en un règlement de comptes lors de l'installation au pouvoir des communistes.

Une autre stratégie envisagée a été d'accuser les détenus politiques de fraude. Les négationnistes affirment qu'un bon nombre de ces derniers ont été mis en prison pour des délits de droit commun, comme le vol ou le sabotage. Lorsque leurs affirmations sont démantelées par des preuves, ils allè-

¹⁰ Courtois, ed., *Du passé faisons table rase!*, p. 48.

¹¹ Alain Besançon, « Mémoire et oubli du communisme », dans *Commentaire*, vol. 20, n° 80, hiver 1997-98, pp. 789-792.

¹² Petre Roman est le fils d'un très important ancien membre du Parti communiste roumain. Converti au capitalisme, il a été nommé premier ministre dès le mois de décembre 1989.

¹³ Ana Blandiana, Romulus Rusan, « Le Mémorial de Sighet ou la Mémoire: une forme de justice », dans *Communisme, Le livre noir du communisme en débat*, no. 59-60/2000 (cité dorénavant comme, Blandiana, Rusan, « Le Mémorial »), p. 219.

guent le fait que les communistes ont été également persécutés pendant le régime bourgeois. Ils mettent ainsi sur le même plan la répression communiste et celle infligée par les régimes autoritaires de l'entre-deux-guerres.

La manipulation et le contrôle des médias par les anciens communistes et leurs progénitures ont pour conséquence la contestation de la souffrance des anciens détenus politiques. Dans les années 1990, ces derniers sont encore perçus comme des « ennemis du peuple ». Ana Blandiana et Romulus Rusan racontent les difficultés eues lorsqu'ils ont voulu enregistrer les témoignages des rescapés des prisons communistes: « Il ne fut pas facile de trouver des candidats à l'entretien. Les survivants du *goulag* étaient âgés et timorés. Ils avaient été contraints, sous la menace bien entendu, de signer à leur sortie de prison des déclarations où ils s'engageaient à ne jamais parler de leur détention. Il était évident que, dans les nouvelles conditions, ces déclarations étaient devenues caduques, mais nombreux étaient ceux qui, après le résultat des élections et vu le comportement arrogant des gouvernements, n'étaient pas convaincus du caractère irréversible de la situation et du fait que le communisme était définitivement écarté du pouvoir. »¹⁴

Les techniques de manipulation employées par les néo-communistes rappellent celles de l'époque stalinienne. Pendant la campagne électorale de l'année 1990, le journal du Front du Salut National¹⁵, *Azi* (Aujourd'hui), reproduisait des articles publiés par les communistes dans *Scînteia*¹⁶ (*L'Étincelle*) avant les élections du 19 novembre 1990. Le journal communiste accusait le Parti national paysan et le Parti national libéral d'être deux partis réactionnaires, caractérisés comme « forces déstabilisantes du pays »¹⁷.

D'ailleurs, dans les années 1990, l'accusation la plus utilisée par les néo-communistes à l'égard des anciens détenus était celle de fascisme. Un bon nombre des persécutés ont été membres ou sympathisants du mouvement légionnaire. Les néo-communistes ont collé le syntagme des fascistes à tous les anciens détenus sans tenir compte du fait que la plupart d'entre eux fussent des anticommunistes de filiation libérale ou nationale-paysanne, d'anciens sympathisants communistes et même de membres du parti communiste, victimes de purges successives au sein du parti.

¹⁴ Blandiana, Rusan, « Le Mémorial », p. 220.

¹⁵ Frontul Salvării Naționale (Le Front du Salut National) issu des événements de décembre 1989 a été une sorte de comité de gouvernance au début de l'année 1990. Il a été ensuite transformé en parti politique par les néo-communistes qui l'ont vite contrôlé.

¹⁶ *Scînteia* (*L'Étincelle*) a été le quotidien officiel du Parti communiste roumain.

¹⁷ Florin Iaru, « Neocommunismul-un bau-bau (Le néo-communisme-un épouvantail) », dans *România Liberă*, le 16 mai 1990.

2. La mémoire de la répression

L'oubli intentionnel promu par les néo-communistes a empêché la reconnaissance publique de la souffrance des anciens détenus politiques. La patrimonialisation de leur vécu sera l'initiative de quelques organisations civiques ou/et des personnes privées. L'AFDPR, le « Mémorial de la douleur », la Fondation Académie Civique et la Fondation Culturelle Memoria ont représenté les principaux piliers qui ont rendu visible la problématique des persécutions politiques.

Fondée en janvier 1990, l'Association des Anciens Détenus Politiques de Roumanie (Asociația Foștilor Deținuți Politici din România - AFDPR) s'est érigée en gardienne de la mémoire de la répression¹⁸. L'Association a invité ses membres à témoigner oralement de leur expérience carcérale au profit de ses archives¹⁹. Qui plus est, les membres de l'Association se sont chargés de commémorer les morts, de bâtir de monuments à l'honneur des victimes de la répression communiste et de forger un dossier juridique destiné à condamner les crimes et les abus du régime communiste.

À la même époque, quelques survivants des persécutions communistes, membres des partis politiques de l'entre-deux-guerres, ont recréé ces partis, dits historiques. Corneliu Coposu²⁰, ancien détenu politique et membre important du Parti national paysan avant l'arrivée au pouvoir des communistes, a fait renaître ce parti sous le nom du Parti national paysan chrétien — démocrate (PNTCD) dont il devient le premier président. L'ancien parti national libéral a été également ressuscité par ses membres d'antan, eux aussi des clients « fidèles » des prisons communistes.

L'emprise du pouvoir par les anciens membres de la nomenklatura et surtout des anciens services secrets communistes (la Securitate) a empêché la promotion des valeurs et de l'idéologie des partis historiques dans l'espace public. Dès leur création, les deux partis sont devenus la cible de la propagande néo-communiste qui leur a créé une image défavorable auprès de l'opinion publique en utilisant des mécanismes de manipulation d'inspiration communiste. Des rumeurs ont été répandues dans la presse sur le passé et les objectifs des dirigeants de deux partis. Ils étaient constamment dénigrés

¹⁸ L'AFDPR a demandé par la voix de son président Constantin Ticu Dumitrescu un « procès du communisme » et a milité pour la restitution des propriétés confisquées par les communistes.

¹⁹ Archives qui, par ailleurs, n'existent plus !

²⁰ Corneliu Coposu a été le secrétaire de l'ancien chef du Parti National-Paysan Roumain, Iuliu Maniu. Il avait passé 17 ans dans les prisons communistes, mais a eu la chance de voir le régime tombé en décembre 1989. Il est mort en 1995 sans avoir eu la chance de voir son parti accéder au pouvoir.

dans les médias contrôlés par les néo-communistes. Ainsi, dans les années 1990-1992, Corneliu Coposu a été accusé par les néo-communistes d'attitude réactionnaire, voire fasciste²¹.

Cette atmosphère n'a pas été propice à la création d'un patrimoine narratif de la répression. Dans les années 1990s, les anciens persécutés politiques se sont vus encore une fois marginalisés, discriminés et discrédités. Dans ce contexte politique et social, toute initiative en leur faveur était appréciée et encouragée par ceux-ci. Ce fut le cas d'une série documentaire portant sur les persécutions politiques diffusée par la chaîne publique de télévision, TVR.

En 1991, la TVR, appelée à participer à un projet qui visait la réalisation d'un film sur le Goulag roumain, décide de réaliser elle-même une série documentaire portant sur les persécutions politiques et la résistance anticommuniste. La série, intitulée « Memorialul Durerii » (le Mémorial de la douleur),²² compte plus de 150 épisodes. Réalisée à l'aide des interviews d'anciens détenus politiques, des images d'archives, des visites d'anciens persécutés politiques ou de gens ordinaires dans les anciennes prisons communistes²³, la série a été bien reçue par les Roumains, surtout dans la période 1991-1996²⁴.

²¹ Pendant la campagne électorale de 1990, le Front du Salut National des néo-communistes a répandu des rumeurs selon lesquelles Corneliu Coposu voulait instaurer la monarchie, restituer les propriétés aux anciens grands boyards (qui n'existent même pas), les fabriques et les usines aux anciens propriétaires. Ils faisaient ainsi appel à la rhétorique communiste et aux thèmes de celle-ci, inculqués dans l'esprit des gens par la propagande de l'ancien régime.

²² L'histoire de la réalisation de la série est très intéressante et suggestive. En avril 1991, une équipe de metteurs en scène de Suisse et d'Italie sollicite l'aide des autorités roumaines pour réaliser un film sur le Goulag roumain. Un ancien détenu politique et président de la commission de recherche sur les abus dans le Parlement roumain, Radu Ciuceanu, a invité la chaîne publique de télévision à participer à la réalisation de ce film. Parmi les réalisateurs se retrouvent Octavian Roske, Andrei Tănase et une équipe de la télévision roumaine dirigée par Lucia Hossu-Longin. Le film a été réalisé dans plusieurs endroits: Pitești, Nucșoara, Jilava, Gherla, Sighet, Aiud, Poarta Albă. À la fin du mois de mai 1991, « Dentro il Gulag Romeno », a été diffusé sur une chaîne de la télévision suisse. C'était le premier film documentaire sur les persécutions politiques en Roumanie communiste. La télévision publique a repris l'idée et le 14 août 1991 a diffusé le premier épisode d'une série nommée le *Mémorial de la douleur*. Ce premier épisode présente l'instauration du communisme et le procès d'Antonescu. L'épisode 2 qui porte le titre « Schingiuitori și schingiuți » « Suppliciés et tortionnaires » annonce la clé dans laquelle la série doit être lue. Une rétrospective des 50 premiers épisodes est diffusée le 27 juin 1996. La diffusion de la série prend fin en 2001.

²³ Il n'y a pas de taux d'audience pour la série. On peut estimer un certain intérêt de la part des élites et des jeunes, comme le prouvent les lettres reçues par Elisabeta Rizea après la diffusion de son histoire de vie.

²⁴ À l'égard du « Mémorial de la Douleur », l'heure de diffusion est également suggestive pour l'analyse. Dans les années 1991-1996, la série a été diffusée en « prime time » pendant la semaine. Ensuite, elle a été diffusée après minuit, ce qui a diminué la possibilité d'être visionnée.

Après la condamnation officielle du communisme, la série a été intégralement rediffusée par la chaîne publique. En avril 2007, les DVD de la série et un livre ont été publiés par la maison d'édition Humanitas²⁵.

Le « Mémorial de la douleur » reprend et diffuse le discours public victimaire, un discours non assumé par la plupart des anciens détenus, et une image manichéenne de la Roumanie communiste. Cette vision d'une société divisée entre les bons, les résistants anticommunistes et les dissidents, et les mauvais, les communistes a dominé le discours de droite post-décembriste²⁶. Les masses ont été présentées comme des victimes à la merci des autorités communistes, qui les ont manipulées, contrôlées, transformées, réprimées²⁷.

Le manichéisme a été favorisé par la mise en avant de la période d'installation au pouvoir des communistes, dominée par la terreur. L'idée du communisme comme violence subie est devenue la thèse dominante du discours public postcommuniste. Les périodes de ralliements au système comme cela a été le cas en 1968 n'ont pas suscité de l'intérêt. L'évaluation de l'héritage communiste se fait presque exclusivement sous le signe de la condamnation morale²⁸. La collaboration avec le système a été également ignorée. Les différentes formes qu'elle a connues n'ont jamais été débattues d'une manière rigoureuse dans l'espace public.

Outre le « Mémorial de la douleur », deux fondations culturelles ont joué un rôle actif dans la transmission de la mémoire des persécutions politiques en Roumanie. Elles ont consacré leur activité à la sauvegarde de cette mémoire, en publiant des articles et des livres, en organisant des conférences et des colloques et en essayant de se rendre visibles dans la vie publique. D'une certaine manière, elles sont toutes les deux des « vecteurs associatifs »²⁹ de transmission du passé.

²⁵ La maison d'édition Humanitas, dirigée par Gabriel Liiceanu, s'est remarquée dès le début des années 1990 comme une promotrice de la mémoire de la répression communiste.

²⁶ Vladimir Pasti, *Romania în tranziție. Căderea în viitor* (La Roumanie en transition. La chute dans l'avenir), Nemira, 1995 (cité dorénavant comme, Pasti, *Romania în tranziție*), p. 241.

²⁷ Une telle vision se retrouve en République tchèque. Françoise Mayer, *La place de la collaboration dans la mémoire du communisme tchèque*, Séminaire virtuel en sciences sociales, 2004-2005. Travail de mémoire et d'oubli dans les sociétés postcommunistes, Bucarest, les 13 et 14 mai 2005.

²⁸ Antonela Capelle-Pogacean, « Roumanie: l'utopie unitaire en question », dans *Critique internationale*, no. 6, hiver 2000, p. 112.

²⁹ Henry Rousso a classifié les vecteurs de transmission du passé en « vecteurs officiels, associatifs, culturels et savants ». Henry Rousso, *Le syndrome de Vichy. De 1944 à nos jours*, Paris, Seuil, 1990, p. 253.

La « Fondation Culturelle Memoria », créée en 1990 par Banu Rădulescu³⁰, écrivain et ancien détenu politique, s'est donné comme objectif la présentation des crimes et des abus du communisme par le biais de mémoire de prison, de documents et de mémoires de la déportation. Publiée sous l'égide de l'Union des écrivains de Roumanie, la revue de la fondation intitulée, *La Mémoire. La revue de la pensée incarcérée*, reste une présence constante dans le paysage des revues culturelles sans jamais renoncer à sa mission : dénoncer le communisme³¹.

Parallèlement à la « Fondation Culturelle Memoria », une autre fondation s'est engagée dans la « dénonciation des crimes » du régime communiste. En 1992, la poétesse Ana Blandiana élabore le projet d'un « Mémorial des victimes du communisme et de la résistance anticommuniste » qu'elle soumet à l'approbation des autorités néo-communistes. Ces derniers refusent de prendre en charge le projet. Réalisé à l'aide de donations et de fonds privés, le Mémorial a été rangé par le Conseil de l'Europe parmi les « hauts lieux de conservation de la mémoire de l'Europe » à côté du Memorial d'Auschwitz et le Mémorial de la Paix de Normandie³².

Le Mémorial a deux composantes : le « Centre international des études sur le communisme », qui archive des données relatives au communisme et à la répression dont le siège se trouve depuis 1993 à Bucarest, et le musée mémoriel de Sighet, aménagé dans l'ancienne prison de Sighetul Marmației, ouvert au public en 1997³³. Le Mémorial se veut une entreprise qui essaie de « rendre justice aux victimes ». Ana Blandiana explique dans une interview les buts de cette initiative: « Le Mémorial des victimes du communisme et de la résistance est issu du désir de ressusciter la mémoire collective, comme un antidote contre le lavage du cerveau qui se trouve à l'origine de la plupart des anomalies de notre vie et de la société actuelles. Il faut savoir ce qu'on a vécu et pourquoi pour comprendre ce que nous vivons aujourd'hui et pour savoir ce qu'on ne doit plus vivre demain. On ne lutte pas contre le communisme,

³⁰ Banu (Șerban) Rădulescu, né à Bucarest le 12 février 1924, médecin de formation, écrivain, ancien détenu politique, a fondé la revue *La Mémoire. La revue de la pensée incarcérée* en 1990.

³¹ Le public de la revue est constitué d'anciens détenus politiques et de leurs familles, d'intellectuels de droite et de chercheurs qui s'intéressent aux persécutions politiques.

³² Le gouvernement de l'époque formé par une coalition des partis dits historiques, dont le Parti national paysan chrétien-démocrate l'avait reconnu comme « Centre d'intérêt national » par la loi 95 de 1997.

³³ Sur le Mémorial de Sighet, à voir l'article de Claudia Florentina Dobre. Claudia Florentina Dobre, « Une mise en scène de la mémoire: le musée de Sighet » dans *Staging memory/ Mettre en scène la mémoire*, eds. Izabela Skorzynska, Christiane Lavrence, Carl Pépin, Wydawnictwo Poznanskie, Poznan, 2007, p. 181-194.

mais contre ses fantômes qui nous hantent en nous pervertissant la vie et l'histoire. »³⁴

3. L'anticommunisme

La chute des régimes socialistes en Europe centrale et orientale a lancé l'idée du communisme comme utopie destructive. La rhétorique démocrate et capitaliste domine l'espace public postcommuniste. L'anticommunisme s'insinue en tant que doctrine officielle même dans les pays dirigés par les néo-communistes.

En Roumanie, l'anticommunisme, sous la forme d'anti-Ceaușescu, est présent même chez les anciennes élites politiques communistes³⁵. Plusieurs membres de la nomenklatura ont réécrit leurs biographies pour se présenter en tant que dissidents de Ceaușescu, transformé en bouc émissaire du système³⁶. Dans leurs mémoires, la faute pour le mauvais chemin qu'a pris le communisme incombe au « tyran » et à sa femme !

Les élites de droite ont récupéré une autre forme d'anticommunisme, celle des anciens persécutés politiques. Tous ceux qui se sont opposés d'une manière ou d'une autre contre le régime instauré à l'aide des Soviétiques ont été présentés comme des anticommunistes. L'expérience des anciens détenus a été mise en évidence comme preuve de l'anticommunisme qui animait les gens à l'époque de l'instauration du communisme en Roumanie.

À la fin des années 1940 et au début des années 1950, un bon nombre des officiers de l'armée, des intellectuels, des paysans se sont opposés au régime communiste qui se mettait en place. Plusieurs d'entre eux ont même choisi à se cacher dans les montagnes pour lutter arme à la main contre le communisme dans l'espoir que ce régime ne perdurerait pas. Initialement encouragés par les Américains, ils ont résisté aux assauts communistes jusqu'à la fin des années 1950.

Après l'effondrement du système, cette résistance anticommuniste a commencé à être transformée en un mythe. La célébration des groupes de résistants cachés dans les montagnes de la Roumanie a été une réponse à l'accusation de passivité des Roumains avant décembre 1989 par l'invention

³⁴ Ana Blandiana, entretien accordé à la revue *Formule AS*, http://www.formula-as.ro/reviste_635__44__ana-blandiana.html, dernière visite le 1^{er} février 2006.

³⁵ Paul Niculescu Mizil, Alexandru Bârladeanu, Ion Gheorghe Maurer, Corneliu Mănescu, Ion Iliescu.

³⁶ Cristina Petrescu, Dragoș Petrescu, « The Nomenklatura Talks: Former Romanian Party Dignitaries on Gheorghiu-Dej and Ceausescu », dans *East European Politics and Societies*, vol. 16, no. 3, p. 958-970.

mythologique d'une continuité dans la résistance anticommuniste³⁷. Elle est liée à la mythologie nationaliste mise en place par les communistes, notamment dans les années Ceaușescu³⁸. Plusieurs mythes y apportent leurs contributions: le mythe de l'union entre les Roumains et la nature (un proverbe roumain dit que « le bois est le frère du Roumain »), les paysans comme les vrais représentants de la nation et les haïdouks,³⁹ les protecteurs des opprimés.

4. La victimisation collective

Le mythe de la victimisation, véhiculé par la mémoire nationale, a été réactualisé après la chute du communisme. La Roumanie a été souvent présentée dans l'espace public, notamment par les élites de droite, comme victime de son destin, de ses dirigeants et de ses voisins. Le pays a toujours dû se résigner devant les mauvais coups de l'Histoire. Néanmoins, avant de se rendre, la Roumanie a signalé aux autres le fait qu'elle soit consciente de son destin⁴⁰.

Le communisme a été vite intégré dans cette logique victimaire qui déculpabilise le peuple roumain. Les élites de droite ont toujours décrit le régime comme étant impropre aux Roumains⁴¹. Après la chute du Ceaușescu, cette opinion a été reprise et soutenue par le philosophe Gabriel Liiceanu. Dans son célèbre essai, *Appel aux fripouilles*, il compare le communisme à la syphilis: « Pareille à la syphilis qui s'insinue sous la promesse de la volupté et pareil au poison qui se cache dans la pomme superbement vermeille, le communisme est une maladie de la séduction.⁴² » À son avis, cette maladie

³⁷ Mihai Dinu Gheorghiu, « Conspiration et désenchantement: les conditions d'une nouvelle production idéologique en Roumanie », dans *Les temps modernes*, mars-avril-mai, 2001, no. 613, p. 169-169.

³⁸ Claudia-Florentina Dobre, « Elisabeta Rizea de Nușoara: un « lieu de mémoire » pour les Roumains ? » dans *Conserveries mémorielles*, revue électronique de la Chaire de recherche du Canada en histoire comparée de la mémoire.

³⁹ Les haïdouks, les hors-la-loi, ont été présentés par les communistes comme des combattants contre l'oppression des boyards et comme un symbole de la lutte de classe.

⁴⁰ Vladimir Pasti, Mihaela Miroiu, Cornel Codiță, *România- Starea de fapt, vol. 1, Societatea* (La Roumanie – état actuel, vol. 1, La société), Bucarest, Nemira, 1997, p. 151.

⁴¹ Ce discours a été promu surtout par la diaspora roumaine. D'ailleurs, pendant l'entre-deux-guerres, les élites de droite considéraient le communisme comme le mal absolu pour la société.

⁴² Gabriel Liiceanu, *Apel către lichele* (Appel aux fripouilles), Bucarest, Humanitas, 2005 (cité dorénavant comme, Liiceanu, *Apel*), p. 35-36.

ne se serait jamais développée à l'intérieur du pays. Elle a été amenée de l'extérieur. Elle a été une invasion. Trahis à Yalta, les Roumains ont été envahis par les « extraterrestres » communistes.

La culpabilité revient à l'Occident qui a « vendu » le pays aux Soviétiques. La « trahison de Yalta » est un mythe de la Roumanie postcommuniste⁴³ qui connaît une célébrité sans précédent. Le mythe du souverain méchant contribue également à l'idée de victime du peuple roumain. À l'époque de l'entre-deux-guerres, le roi Charles II a été accusé d'avoir mené la Roumanie vers la désintégration. Pour Ceaușescu, les camarades méchants ont détourné l'idéal communiste. C'est à eux qu'incombe la culpabilité pour les persécutions politiques! À son tour, Ceaușescu est transformé après la chute du communisme en « un chef machiavélique ensorcelé par une lady Macbeth danubienne⁴⁴. »

Les néo-communistes qui n'avaient aucun intérêt de combattre cette opinion se sont vite ralliés au discours public de la droite qui voyait dans le communisme encore un exemple de la destinée victimaire de la nation. Dans cette logique, tous les Roumains ont été des victimes! Les anciens détenus qui réclamaient leur droit à la reconnaissance de leur souffrance étant ainsi considérés comme profiteurs, à la recherche des avantages pécuniaires!

5. La quête des coupables et le mythe de la culpabilisation générale

La structuration du témoignage comme artéfact culturel s'est produite en Occident après le procès d'Eichmann. C'est avec ce dernier qu'on a assisté à un véritable changement de paradigme. Il marque l'entrée de la société occidentale dans l'« époque du témoignage »⁴⁵ ou dans « l'ère du témoin » comme l'a nommée Anette Wieviorka⁴⁶.

En Roumanie, dans les premières années post-décembristes, la tâche de régler les comptes avec le passé immédiat a incombé, d'une part, aux procès faits aux membres du Comité politique du parti communiste, et d'autre part,

⁴³ Le mythe de la « trahison de l'Yalta » est bien enraciné dans la mentalité roumaine. Il a été constamment promu par les élites de droite. George Voicu, « L'imaginaire du complot dans la Roumanie postcommuniste », dans *Les temps modernes*, mars-avril-mai 2001, no. 613, p. 174-175.

⁴⁴ Claude Karnoouh, « Consensus et dissensions en Roumanie: un pays en quête d'une société civile », dans *Les Cahiers d'Iztok*, Acratie, 1991, p. 7.

⁴⁵ Le terme est utilisé par Shoshana Felman, "Education and Crisis, or the vicissitudes of Teaching", dans Shoshana Felman, Dori Laub, eds., *Testimony. Crises of witnessing in Literature, psychoanalysis, and history*, New York-London, Routledge, 1992, p. 6.

⁴⁶ Annette Wieviorka, *L'ère du témoin*, Paris, Plon, 1998, pp. 81-101.

à la mémoire des victimes⁴⁷. Le pseudo-procès de Ceaușescu (plutôt un « tyrannicide » qu'un procès réel)⁴⁸, le procès des officiers connu sous le nom du « procès Timișoara », celui des membres du Comité politique exécutif de PCR ont servi de prétexte aux néo-communistes pour déclarer la justice faite et le passé récent mort.

L'idée d'un procès réel du communisme a été lancée lors d'un meeting tenu la veille du Noël de l'année 1989. Soutenue par les élites « démocratiques », l'idée a été rejetée par les néo-communistes qui voulaient faire oublier leur passé communiste, le fait qu'ils étaient les héritiers des anciens tortionnaires. Ils ont apporté comme justification le fait qu'il existait plus de 3 millions d'anciens membres du parti communiste⁴⁹. En outre, ils ont blâmé Ceaușescu et « sa clique » d'avoir confisqué l'idée communiste.

Devant le réquisitoire élaboré par l'AFDPR comme preuve dans un dossier pénal intitulé « le procès du communisme », les néo-communistes ont accusé les anciens détenus politiques d'esprit vindicatif, de vouloir mettre en scène un « Nuremberg roumain ». Ils ont lancé l'idée d'une culpabilité diffuse qui aurait atteint toute la société, comme témoigne l'ancien président de l'AFDPR, Constantin Ticu Dumitrescu: « Ils ont fait circuler le mythe du dalmatien comme symbole du péché global et de la culpabilité générale, c'est-à-dire, tout le monde est dans la même mesure coupable. Les crimes communistes étaient présentés comme fortuits et anonymes. »⁵⁰

Toutefois, les anciens persécutés politiques n'ont pas renoncé à l'idée d'un procès fait aux coupables des crimes contre le droit de la personne. Soutenus par une fondation qui s'occupe de leur santé (ICAR) et qui a dégagé des maladies qui leur soient spécifiques, ils ont continué à faire des démarches en justice pour instruire « un procès du communisme ». Bien que les procureurs aient récusé à plusieurs reprises les preuves apportées par la Fondation, les gens n'ont pas abandonné la lutte⁵¹.

Au début des années 1990, l'instrumentalisation d'un « procès du communisme » a été également demandée par le journal *România liberă* (La

⁴⁷ Daniel Barbu, *Politica pentru barbari* (La politique pour les barbares), Nemira, Bucarest, 2005, p. 141.

⁴⁸ Constantin Dobriță, *Entre Dracula et Ceaucescu. La tyrannie chez les Roumains*, Bucarest, Institut culturel roumain, 2006.

⁴⁹ Pasti, *Romania în tranziție*, p. 242.

⁵⁰ Constantin Ticu Dumitrescu, «Procesul comunismului- ultima șansă a revoluției» (Le procès du communisme — la dernière chance de la Révolution), dans *Rezistența*, n° 4, pp. 3-5.

⁵¹ Information offerte lors d'une réunion de la Fondation Memoria, en 2005.

Roumanie libre)⁵². Le 29 novembre 1990, le journal lançait une campagne anticomuniste au nom : « ...des martyrs du décembre 1989, des enfants martyrs de Timișoara, des veuves et des mères des gens assassinés à Timișoara, des millions de paysans qui ont perdu leurs propriétés, leurs biens et leurs vies, des ouvriers exploités qui se sont révoltés en 1977 dans la Vallée du Jiu et en 1987 à Brașov, des millions d'intellectuels humiliés et exterminés systématiquement dans le Goulag roumain, au nom de tous les gens qui ont souffert à cause de la lutte de classe et de l'idéologie marxiste pendant les cinquante dernières années⁵³. »

Toujours dans les années 1990, la maison d'édition Humanitas, dirigée par Gabriel Liiceanu, a commencé à publier des mémoires, des livres historiques, philosophiques etc. dans une collection intitulée « Le procès du communisme ». Au fil des années plus de 24 livres ont été publiés dans cette collection⁵⁴.

Dans les années 2000, « le procès du communisme » se déroule dans le virtuel. L'année 2004 a enregistré l'apparition d'un site internet intitulé « Procesul comunismului » (Le procès du communisme)⁵⁵. Le site, toujours actif en 2011, propose une bibliographie sur le communisme, un réquisitoire pour un futur « procès du communisme » et plusieurs activités mémorielles virtuelles : des débats, des discussions, des commémorations⁵⁶.

En octobre 2005, une autre démarche pour condamner les crimes du communisme a été faite par Sorin Ilieșu⁵⁷. Membre de plusieurs associa-

⁵² Le journal, *La Roumanie Libre*, proche de l'Association des anciens détenus politiques et ayant comme directeur un ancien dissident des années Ceaușescu, est un quotidien très connu en Roumanie. Le journal est paru pendant le communisme. À la fin des années 1980, quelques rédacteurs du journal dont Petre Mihai Băcanu ont publié un journal samizdat. Après l'effondrement du communisme, le quotidien a gardé son nom, mais il a changé du contenu.

⁵³ *La Roumanie Libre*, jeudi, le 29 novembre 1990, p. 1.

⁵⁴ Parmi les livres publiés par les maisons d'édition Humanitas, je mentionne : Arkadi Vaksberg, *Hotel Lux*, (Hôtel Luxe), Bucarest, 1998 ; Stéphane Courtois, *Cartea neagră a comunismului* (Le livre noir du communisme), Bucarest, 1998 ; Robert Conquest, *Marea Teroare* (La grande terreur), Bucarest, 1998 ; Czesław Miłosz, *Gindirea captivă* (La pensée captive), Bucarest, 1999 ; Lucian Boia, *Mitologia științifică a comunismului* (La mythologie scientifique du communisme), Bucarest, 1999 ; Emilia Pătrașcu-Bușe, *Lumea pierdută* (Le monde perdu), Bucarest, 2003. Dumitru Nicodim, *Poarta Albă* (Le camp Porte blanche), Bucarest, 2003 ; Doina Jelea, *Lexiconul negru* (Le lexicon noir), Bucarest, 2001.

⁵⁵ <http://www.procesulcomunismului.com/>, dernière visite le 14 février 2010.

⁵⁶ Les actions visent la publication des documents sur le communisme, des mémoires et le développement des stratégies pour la réalisation du « procès du communisme ».

⁵⁷ Sorin Ilieșu, né en 1955 à Baia Mare, est un metteur en scène et réalisateur de télévision connu en Roumanie. Source: http://www.Aliantacivica.ro/organizare/sorin_iliesiu_fd.htm, dernière visite le 30 mai 2007.

tions civiques, il a présenté au président Traian Băsescu un « Rapport pour la condamnation du régime politique communiste comme illégitime et criminel »⁵⁸. Rédigé sur la base des preuves accumulées par le « Centre international pour l'étude du communisme », son texte apporte les preuves nécessaires pour un tel procès.

Les preuves ne sont pas recherchées seulement dans les archives. En 2006, un groupe d'archéologues a démarré un processus d'identification des cadavres des détenus morts dans la prison de Sighet⁵⁹ et enterrés dans le cimetière des pauvres dans une banlieue de la ville⁶⁰. Ils essaient d'établir les causes qui ont déterminé la mort des détenus pour prouver ainsi qu'ils ont été assassinés par les autorités de cette « célèbre » prison⁶¹.

6. La condamnation officielle du communisme roumain

La condamnation du communisme roumain demandée à plusieurs reprises par les anciens persécutés n'a pas représenté une option pour les élites politiques de la Roumanie dans les premières années postcommunistes. L'intérêt porté par le Conseil de l'Europe aux crimes et aux abus commis par les régimes totalitaires, les jeux politiques de nouveaux leaders de Bucarest, notamment la rivalité entre le premier ministre libéral de l'époque et le président ainsi que l'apaisement de la société ont ouvert la voie à une condamnation officielle du communisme.

Ainsi, en 2005 a été créé à l'initiative du premier ministre libéral de l'époque, Călin Popescu-Tăriceanu, « l'Institut pour l'investigation des crimes du communisme en Roumanie ». La mission de l'Institut vise: « L'investigation scientifique et l'identification des crimes, des abus, des violations des droits

⁵⁸ Revue 22, no. 188, le 21 mars 2006.

⁵⁹ La prison de Sighet a été l'un des principaux sites de la terreur communiste, la tombe des élites politiques du pays de l'entre-deux-guerres.

⁶⁰ En 2006, Marius Oprea, archéologue de formation, ancien président de l'Institute pour l'investigation des crimes du communisme roumain, a initié cette campagne d'archéologie contemporaine. Il a continué les fouilles à Aiud, dans les montagnes d'Apuseni. En 2010, il fonde le Centre pour l'investigation des crimes du communisme. Les fouilles se déroulent même à Bucarest. Plus de détails sur : <http://www.condamnareacomunismului.ro/Proiecte/Programuldearheologiecontemporan%C4%83/Decedezgrop%C4%83mmor%C5%A3iicomunismului.aspx>

⁶¹ Un reportage réalisé par Lucia Hossu Longin autour des découvertes faites par les archéologues dans le cimetière des pauvres de Sighet a été présenté sur la Chaîne publique de télévision à l'automne 2006.

de l'homme durant la période communiste en Roumanie, autant que porter à la connaissance des institutions en droit des cas de violation de la loi⁶². »

Pour garder son capital électoral auprès des intellectuels de droite, « les démocrates »⁶³, ainsi que pour faire de la Roumanie le bon élève de l'Europe, le président de la Roumanie, Traian Băsescu, décide de créer une commission pour l'étude du communisme. La motivation pour sa mise en oeuvre a été aussi trouvée dans la résolution 1481 du Conseil de l'Europe,⁶⁴ comme le président l'a affirmé à maintes reprises. Le 5 avril 2006, une « commission présidentielle d'analyse de la dictature communiste en Roumanie », présidée par Vladimir Tismăneanu, a été constituée dans le but de présenter un rapport après six mois.

Le rapport rédigé par les membres de la commission présente en 663 pages les crimes et les abus du régime communiste, montre les coupables et fait plusieurs propositions pour la construction d'une mémoire nationale anticommuniste: la construction d'un musée, l'élaboration d'une encyclopédie et d'un manuel d'histoire sur le communisme, l'organisation des conférences qui auront le rôle de faire connaître aux gens les crimes et les abus communistes⁶⁵. En prenant comme modèle la commission Elie Wiesel, qui a étudié l'Holocauste en Roumanie, le rapport de la commission Tismăneanu est le résultat d'une dette assumée envers les victimes du communisme. Il officialise la vision des élites de droite sur la répression et la résistance anticommuniste⁶⁶.

Les conclusions du rapport ont servi de preuve au président pour sa condamnation du régime communiste.⁶⁷ Le 18 décembre 2006 devant le Parlement de la Roumanie Traian Băsescu proclame le régime communiste roumain comme étant « criminel et illégitime ». Bien que l'intention initiale du président ait été de condamner seulement « les crimes et les abus du régime

⁶² *L'Annuaire*, p. 10.

⁶³ Le terme « démocrate » fait référence aux élites de droite qui se proclament « démocratiques » par rapport aux néo-communistes.

⁶⁴ La résolution 1481 adoptée par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 25 janvier 2006 condamne les crimes et les abus des régimes communistes sans pour autant condamner le communisme.

⁶⁵ *Le rapport final*, p.626-643.

⁶⁶ La partie du rapport qui traite de la violence politique est reprise des études publiées par le Mémorial des victimes du communisme et de la résistance anticommuniste, le Centre international pour l'étude du communisme.

⁶⁷ Il faut dire que le discours du président a été élaboré par ses conseillers proches des élites de droite dont une partie a soutenu ouvertement le président dans ses démarches et face à ses détracteurs.

et non pas le régime entièrement »⁶⁸, la déclaration finale a été différente et a déclenché des réactions violentes de la part des nostalgiques du communisme.⁶⁹

Appropriées par l'institution présidentielle, la victimisation et la déculpabilisation générale du peuple roumain sont avancées comme position publique de l'État. La condamnation officielle du régime « rouge » a mis un terme au « procès du communisme » qui ne s'avère plus nécessaire, étant donné le verdict proclamé par le président. Qui plus est, la condamnation du communisme n'a presque rien apporté aux anciens détenus ! En 2009, une loi a été votée pour dédommager les anciens persécutés. Néanmoins, à quelque exception près, la justice roumaine refuse de reconnaître la souffrance causée par les persécutions politiques communistes.

La condamnation du communisme n'a pas changé la situation de tortionnaires non plus ! Plusieurs anciens collaborateurs de la Securitate occupent des positions importantes dans la fonction publique et dans le Parlement. Les anciens officiers de la police politique communiste jouissent toujours de privilèges importants comme des maisons de protocole, des pensions farineuses etc.

7. La « dé-communisation » : le CNSAS et la loi de « lustration »

Les premières tentatives de « dé-communisation » ont été entamées au début des années 1990⁷⁰. Les manifestations de Timișoara qui ont soutenu une proclamation publique, intitulée « La déclaration de Timișoara », avec son célèbre point 8 qui demandait la « lustration »⁷¹, « le phénomène Piața Universității »⁷² déclarée « zone libre du communisme » ont été des entreprises de purification de la société roumaine.

⁶⁸ Déclaration du président Traian Băsescu dans une émission de télévision, le 5 avril 2006, Marius Tucă Show sur la chaîne de télévision Antena 1, min. 45.

⁶⁹ Traian Băsescu a lu devant le Parlement sa déclaration de condamnation du régime communiste roumain. Le rapport qui a circulé dans les médias avant le discours du président a déclenché la réaction violente des représentants du parti extrémiste, la Grande Roumanie dont le chef était accusé d'avoir été le poète de cour du couple Ceaușescu. En outre, le président fondateur du Parti social-démocrate est présenté dans le rapport comme un créateur du communisme roumain ce qui a mené à une contestation du rapport de la part du parti.

⁷⁰ On appelle « dé-communisation » les tentatives de purge du système des anciens cadres communistes.

⁷¹ Provenant du latin « lustratio », une cérémonie de purification de l'eau dans les cultures grecques et romaines.

⁷² On appelle « le phénomène Piața Universității (La place de l'Université) » les grands meetings tenus dans la Place de l'Université à Bucarest. Étudiants, intellectuels, artistes, hommes

Au début des années 1990, les néo-communistes ont refusé de mettre en discussion tout projet de loi qui aurait pu incriminer les anciens membres de la Securitate et de la nomenklatura communiste. En 1996, l'arrivée au pouvoir de la « Convention démocratique », formée par les anciens partis historiques, a changé la donne. L'AFDPR, par la voix de son président, Constantin Ticu Dumitrescu, a initié un projet de loi qui obligeait les services de renseignements de l'État roumain de rendre publiques les archives de la Securitate. La loi a été votée par le Parlement en 1999. Le texte final, massacré par les parlementaires, n'assure pas la transparence des archives, la loi permettant aux services des renseignements postcommunistes de déclarer certains dossiers d'intérêt national. En outre, la loi est venue trop tard, les officiers de l'ancienne Securitate ont eu le temps de purger, de falsifier et même de faire disparaître des documents importants qui auraient pu les incriminer.

Grâce à cette loi, un service public a été créé ayant le rôle d'archiver et de présenter sur demande des documents portant sur la répression communiste. Intitulée, « Consiliul național pentru studierea arhivelor Securității » (Le Conseil national pour l'étude des archives de la Securitate), CNSAS, l'institution a connu des grandes difficultés dans ses démarches de dévoiler les activités et les personnes liées à l'ancienne police politique communiste.

Les informations offertes par les archives de la Securitate ébranlent la vision monolithique du communisme comme un mal venu de l'extérieur, étranger au peuple roumain. Les données statistiques révèlent une ampleur inattendue de la délation⁷³. D'ailleurs, selon Czeslaw Milosz, pendant le communisme « la délation était considérée comme la vertu fondamentale du bon citoyen (bien qu'on évite le mot avec soin, lui substituant des périphrases) »⁷⁴.

Demandée dès le début des années 1990, la « lustration » n'a pas représenté une option pour les élites post-décembristes, non plus ! Toutes les initiatives visant la restriction de l'accès à la vie publique des anciens membres de la nomenklatura ont échoué avant 2010. C'est seulement après 20 ans que la Roumanie a réussi à se doter d'une loi qui interdit la présence des

politiques de la droite démocrate, gens ordinaires se sont rassemblés à partir de 25 avril 1990 dans cette place pour demander la « dé-communisation » de la Roumanie et pour protester contre l'arrivée au pouvoir des néo-communistes.

⁷³ La délation a été encouragée même par les lois communistes. L'article 228 du Code pénal de 1958 précisait que « ne sont pas punies les personnes qui, avant le début de toute poursuite, auront porté l'infraction à la connaissance des autorités compétentes ». Romulus Rusan, Dennis Deletant, Ștefan Marițiu, Gheorghe Onișoru, Marius Oprea, Stelian Tănase, « Le système répressif communiste en Roumanie », dans Courtois, dir., *Du passé faisons table rase !*, p. 386.

⁷⁴ Czeslaw Milosz *La pensée captive*, Paris, Gallimard, 1953, p. 108-109.

anciens membres de la nomenklatura et de la police politique communiste dans les structures de l'État. Initié le 13 juin 2005, par un sénateur et trois députés libéraux, le projet de loi de « lustration » a été adopté par le Sénat le 10 avril 2006. La loi a été également votée par l'Assemblée des députés en mai 2010⁷⁵. Le temps écoulé et les transformations subies par le projet initial rendent cette loi obsolète avant même de sa mise en oeuvre⁷⁶. En 2010, la Cour constitutionnelle déclare la loi non constitutionnelle. Par conséquent, le Sénat se saisit et rejette la loi. Ainsi finit l'idée d'assainir la société roumaine par le biais de lois de « lustration » !

8. L'ironie et la nostalgie du communisme

Les années 1990 ont connu un clivage entre les néo-communistes et les « démocrates ». Les luttes entamées par les deux camps visaient la domination des champs politiques, économiques et culturels. Le champ mémoriel a également été un terrain de combat pour les deux factions rivales.

En 2000, l'anticommunisme était de mise dans le camp « démocrate », mais cela ne les a pas apportés la victoire électorale. Les néo-communistes gagnants des élections s'installent au pouvoir et dans l'amnésie. Le vide créé par cet oubli intentionnel du communisme au niveau public fait place à une mémoire (auto)ironique concernant ce régime. La parution du *Livre rose du communisme*⁷⁷ a provoqué une controverse parmi les élites de droite, étant reçu avec inquiétude, voire mépris⁷⁸. Ses auteurs ont été accusés de vouloir donner une réplique au *Livre noir du communisme* en essayant « d'édulcorer le communisme »⁷⁹.

⁷⁵ Sur la lustration plusieurs articles dans la revue 22: www.revista22.ro

⁷⁶ La loi interdit toute fonction publique aux anciens membres de la nomenklatura et aux officiers et aux collaborateurs de la Securitate. Il ne s'agit pas de tous les officiers et les collaborateurs, mais seulement de ceux qui ont fait de la « police politique ». Il s'agit encore une fois d'une « forme sans fond », les anciens membres de la nomenklatura travaillent déjà dans le privé ou ils sont déjà trop vieux pour occuper de fonctions publiques. Quant aux anciens officiers, il sera difficile de prouver leur appartenance à la « police politique ».

⁷⁷ Gabriel H. Decuble, ed., *Cartea roz a comunismului* (Le Livre rose du communisme), vol. 1., Club 8, Iași, Editura Versus, 2004.

⁷⁸ Gabriel Decuble se montre intrigué par le fait que ceux qui ont critiqué *Le livre rose* n'ont pas saisi l'ironie du titre. Gabriel Decuble en dialogue avec Mihail Vakulovski, janvier 2005. Interview sur le site <http://www.tiuk.reea.net/8/decuble.html>, dernière visite, le 23 mars 2007.

⁷⁹ Michael Astner, «Marfa communism» (La marchandise communisme), dans *Ziarul de Iași*, le 8 mars 2007. Sur le site http://www.ziaruldeiasi.ro/cms/site/z_is/news/marfa_communism_140885.html, dernière visite, le 23 mars 2007.

Le *Livre rose* s'intègre dans une tendance ironique visant l'expérience communiste qui domine les années 2000. Plusieurs livres de souvenirs qui décrivent le quotidien du communisme ont été publiés⁸⁰. De jeunes écrivains qui n'ont pas connu directement les persécutions politiques, mais qui se rappellent la solidarité humaine, le jeu de cache-cache avec le régime, la passion pour la lecture, et surtout pour les livres interdits par les autorités, l'autoéducation, ont réuni leurs souvenirs du régime dans une tentative de compréhension de la durée du système. Leur démarche cherche à couvrir des aspects moins étudiés dont la vie quotidienne et ses épreuves : la queue devant les étals souvent vides, la pratique des navettes du travail à l'endroit de résidence, l'incorporation obligatoire dans l'armée, les exercices de défense de la patrie, etc. La nostalgie de la jeunesse de la plupart de ces auteurs⁸¹ se combine avec l'ironie et l'auto-ironie visant le système, mais également leurs vies et leurs expériences de la période.

Cette démarche se prolonge avec une série de films portant sur la vie quotidienne pendant le communisme dans les années 1980. Le film le plus représentatif a été conçu par le metteur en scène, Cristian Mungiu. Intitulé, « Amintiri din epoca de aur » (Souvenirs de l'Époque d'Or), le film rend d'une manière ironique l'absurde des situations vécues par les Roumains à l'époque Ceaușescu.

La « mémoire rose » du communisme culmine dans la couleur rose foncée de la statue de Lénine devant la Maison de la Presse Libre, l'ancienne Maison de l'Étincelle (Casa Scintei) ⁸². Le 26 janvier 2010, une jeune femme sculpteur, Ioana Ciocan, assistante universitaire à l'Université de Beaux Arts de Bucarest dévoile une statue de Lénine, haute de 3 mètres, une copie fidèle de l'ancienne statue réalisée par Boris Caragea. Faite « d'orge perlé qu'on utilise pour l'aumône de morts, du riz avec lequel on prépare les sarma, de bonbons cip, les sucreries de notre enfance communiste, et du chocolat qu'on adore tous » ⁸³, selon l'affirmation de la réalisatrice, la statue n'a attiré que l'atten-

⁸⁰ Paul Cernat, Ion Manolescu, Angelo Mitchievici, Ioan Stanomir, *În căutarea comunismului pierdut* (A la recherche du communisme perdu), Pitești-Bucarest-Brașov-Cluj, Paralela 45, 2001; Călin-Andrei Mihăilescu, ed., *Cum era? Cam așa... Amintiri din anii comunismului românesc* (C'était comment? Presque comme ça... Souvenirs des années du communisme roumain), Bucarest, Curtea Veche, 2006.

⁸¹ Angelo Mitchievici écrivait avec nostalgie: «Finalement, chaque société totalitaire a son charme. Il flotte parmi les spores et les insectes.» Angelo Mitchievici, «Souvenirs d'un passé lumineux» dans Cernat, Mitchievici, Manolescu, Stanomir, *În căutarea comunismului*, vol. 1, p. 329.

⁸² Le quotidien Scanteia, *l'Étincelle* étant le quotidien du Parti communiste roumain

⁸³ Ioana Ciocan pour le quotidien, *La Vérité, Adevarul*, le mardi 26 janvier 2010. http://www.adevarul.ro/locale/bucuresti/Bucuresti_Statuia_lui_Lenin_din_orez_si_ciocolata_a_fost_dezvelita_in_Piata_Presei_Libere_0_196780511.html

tion de la presse, les rares passants et les autorités ont montré une froideur aussi grande que la nature de janvier 2010.

Conclusions

Les régimes mémoriels du communisme roumain portent le sceau du post-modernisme. L'amnésie et l'hypermnésie sont les faces de la même médaille tout comme l'ironie et la nostalgie. Fragmentée, découpée et recoupée différemment au fil des années, la mémoire du communisme reste un bric-à-brac hétéroclite.

Le régime mémoriel des années 1990 a été caractérisé à la fois par l'amnésie néo-communiste et l'hypermnésie « démocrate ». La concurrence mémorielle s'était manifestée dans l'écriture de l'histoire, dans la présence de certains sujets portant sur le communisme dans les médias, dans la destruction et la construction de monuments dans l'espace public commun, dans la vie politique, sociale, économique et culturelle.

Au début des années 2000, une mémoire « rose » du communisme s'insinue dans l'espace public. L'(auto)ironie et même la nostalgie du communisme se manifestent dans l'art, le cinéma et dans l'écriture des romans. Des mémoires « roses » commencent à être publiés.

À la fin des années 2000, sous l'influence des institutions européennes, une vision dénonciatrice du communisme domine le discours officiel. Cette tendance culmine en décembre 2006 avec la proclamation par le président de la Roumanie du régime communiste comme étant « criminel et illégitime ». Cette déclaration entame un processus de création d'une mémoire officielle du communisme comme « maladie venue de l'Est » qui a détruit la normalité et les valeurs de la Roumanie de l'entre-deux-guerres en détournant la destinée heureuse de la nation.

Pourtant, cette vision ne fait pas fortune. Au sein de la société, la mémoire du communisme reste mitigée. Les sondages mettent en évidence une image plutôt positive du régime. Les souvenirs nostalgiques et/ou ironiques prennent le devant notamment depuis que la crise économique bat de plein fouet le pays. En outre, l'absence d'un discours public cohérent sur le communisme dans les vingt dernières années a créé un vide mémoriel chez les jeunes nés juste avant ou peu après la chute du régime.

**The 20 Years of Romanian Post-communism:
Remembering Communism in the Public Space**

by Claudia-Florentina Dobre

A b s t r a c t

In the aftermath of 1989, Romania faced the challenge of dealing with its communist past. The responses to this civic pressure varied and were dependent on a number of factors: the degree of attachment of the population to the former regime, the existence of an emerging civil society, the way the regime collapsed, as well as the “contextual factors” like the “privatization of *nomenklatura*” (Helga Welsh), the presence in the new state structure of what Thomas Baylis called the “lower nobility of the communist era” (the neo-communists), and the specific economic and social issues of the transitional period.

Amnesia, active oblivion, the “privatization” of memory, the hypertrophy of memory, new mythologies are just a few of the strategies for dealing with the communist past that have emerged in the last 20 years. Promoting an “official public memory” of communism as an “invasion”, declaring the former regime as being “illegitimate and criminal,” adopting compensatory laws are some of the other more concrete reactions within the field of struggle over the memory of communism.

K e y w o r d s : Romania, post-communism, civil society, struggle over the memory.